

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Appel d'offres ouvert N° 144/19/AOO

**Fourniture et pose de la signalisation
fixe du projet de la zone centrale et
module domestique de l'aéroport
Mohammed V**

TABLE DES MATIERES

AVIS D'APPEL D'OFFRES	1
CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE	3
ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR	4
ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE	6
ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES	7
ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES	7
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE	7
ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE	8
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS	11
ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES	11
ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE	11
ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES	11
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	12
ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS	12
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	14
ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR	1
ANNEXE II : MODELE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE	1
ANNEXE III : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT	2
ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)	1
CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES	4
ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHE	4
ARTICLE 03 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	4
ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	4
ARTICLE 06 : RESILIATION	5
ARTICLE 07 : DOMICILE DU PRESTATAIRE	5
ARTICLE 08 : REGLEMENT DES DIFFERENDS	5
ARTICLE 09 : CAS DE FORCE MAJEURE	5

ARTICLE 10 :	ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION _____	5
ARTICLE 11 :	NANTISSEMENT _____	5
ARTICLE 12 :	DROIT APPLICABLE _____	6
ARTICLE 13 :	DROITS ET TAXES _____	6
CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES	_____	7
ARTICLE 14 :	MAITRE D'ŒUVRE _____	7
ARTICLE 15 :	DELAI DE GARANTIE _____	7
ARTICLE 16 :	RECEPTIONS PROVISoire ET DEFINITIVE DES PRESTATIONS _____	7
ARTICLE 17 :	DELAI D'EXECUTION _____	7
ARTICLE 18 :	NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX _____	7
ARTICLE 19 :	CAUTIONNEMENT DEFINITIF - RETENUE DE GARANTIE _____	7
ARTICLE 20 :	DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHE RECONDUCTIBLE	7
ARTICLE 21 :	MODALITES DE PAIEMENT _____	8
ARTICLE 22 :	PENALITES POUR RETARD _____	8
ARTICLE 23 :	BREVETS _____	8
ARTICLE 24 :	PLAN D EXECUTION _____	8
ARTICLE 25 :	ORGANISATION ET POLICE DE CHANTIER _____	8
ARTICLE 26 :	PRESTATIONS COMPRISES DANS LES FAUX – FRAIS DE L'ENTREPRISE : _____	9
ARTICLE 27 :	AGREMENT DU PERSONNEL EMPLOYE SUR L'AEROPORT _____	9
ARTICLE 28 :	SUJETIONS RESULTANT DE L'EXECUTION SIMULTANEE DE TRAVAUX INTERESSANT LES DIFFERENTS CORPS D'ETAT ET ENTREPRENEUR VOISINS _____	9
ARTICLE 29 :	CARACTERISTIQUES TECHNIQUES _____	9
ARTICLE 30 :	DEFINITION DES PRIX _____	18

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS

AVIS D'APPEL D'OFFRES
OUVERT SUR "OFFRES DE PRIX"
N°144/19/AOO

Le **mercredi 09 octobre 2019** à **10h00**, il sera procédé, dans la salle de réunion de la Direction Financière située près du bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur) à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres **sur offres de prix** concernant : **Fourniture et pose de la signalisation fixe du projet de la zone centrale et module domestique de l'aéroport Mohammed V.**

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré contre récépissé et **paiement du prix d'acquisition des plans**, auprès de la Cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur). Ledit dossier, y compris la version numérique des plans, peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics **www.marchespublics.gov.ma** et **à titre indicatif** à partir de l'adresse électronique **www.onda.ma**.

Les plans imprimés sont disponibles à la Cellule Interface Achats contre paiement du prix de **63 DHS**.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : **90 000,00 DHS**.

L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme TVA comprise de : **6 056 400,00 DHS**.

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 06, 07, 08, 09, 10, 11, 12, 13 et 14 du règlement de la consultation du présent appel d'offres.

Les concurrents peuvent :

- 1) Soit déposer contre récépissé leurs plis, sur support papier, à la cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur) au plus tard le **mercredi 09 octobre 2019** avant **9h30** ;
- 2) Soit les envoyer, sur support papier, par courrier recommandé avec accusé de réception, à la cellule précitée ;
- 3) Soit les transmettre par voie électronique, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°20-14 du 8 kaada 1435 (04 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics ;
- 4) Soit les remettre, sur support papier, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Les plis déposés, transmis ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ci-dessus **ne sont pas admis**.

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



المكتب الوطني للمطارات
Office National Des Aéroports

REGLEMENT DE CONSULTATION

Appel d'offres ouvert N° 144/19/AOO

**Fourniture et pose de la signalisation
fixe du projet de la zone centrale et
module domestique de l'aéroport
Mohammed V**

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE	3
ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR	4
ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE	6
ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES	7
ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES	7
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE	7
ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE	8
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS	11
ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES	11
ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE	11
ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES	11
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	12
ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS	12
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	14
ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR	1
ANNEXE II : MODELE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE	1
ANNEXE III : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT	2
ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)	1

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent règlement concerne la consultation relative au projet : **Fourniture et pose de la signalisation fixe du projet de la zone centrale et module domestique de l'aéroport Mohammed V.**

ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est l'Office National des Aéroports (ONDA).

ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Peuvent valablement participer et être attributaires des marchés publics de l'ONDA, dans le cadre des procédures prévues par le présent règlement de consultation, les personnes physiques ou morales qui répondent aux conditions de l'article 24 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres comprend :

01. L'avis d'appel d'offres ;
02. Le présent règlement de consultation ;
03. Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
04. Le modèle d'acte d'engagement ;
05. Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
06. Le modèle du bordereau des prix-détails estimatifs ;
07. Le modèle du bordereau des prix pour approvisionnements, le cas échéant ;
08. Le modèle du sous détail des prix, le cas échéant ;
09. Les plans et documents techniques, le cas échéant.
10. Le règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports, approuvé le 09 juillet 2014, téléchargeable sur le site de l'ONDA à l'adresse suivante :

<http://www.onda.ma/Je-suis-Professionnel/Appels-d'offres/Règlementation-des-marchés-de-l'ONDA> ;

NB : Tout concurrent est tenu de prendre connaissance et d'examiner toutes les instructions, modèles et spécifications contenues dans les documents de la consultation.

Le concurrent assumera les risques de défaut de fourniture des renseignements exigés par les documents de la consultation ou de la présentation d'une offre non conforme, au regard, des exigences des documents de la consultation. Ces carences peuvent entraîner le rejet de son offre.

ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toute correspondance et tout document concernant l'offre échangés entre le concurrent et l'ONDA doivent être rédigés en **LANGUE FRANÇAISE.**

Tout document imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue dès lors qu'il est accompagné d'une traduction en langue française par une personne/autorité compétente (Les documents en arabe ne nécessitent pas de traduction en français), des passages intéressants l'offre. Dans ce cas et aux fins de l'interprétation de l'offre, la traduction française fait foi.

Seules les offres techniques peuvent être fournies en langue **ARABE ou ANGLAISE**. Toutefois, en cas de besoin la Commission des Appels d'Offres peut demander, au concurrent et aux frais de ce dernier, la traduction des documents constituant l'offre technique en langue française.

ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIÈCES A FOURNIR

Conformément aux articles 25, 27, 28, 29 et 30 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur, chaque concurrent est tenu de présenter les pièces suivantes :

A. Le dossier administratif : Pièces exigées

Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- A1. Une déclaration sur l'honneur**, en un exemplaire unique, conformément au modèle joint au présent règlement de consultation.
- A2.** L'original du récépissé du **cautionnement provisoire** ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, tel que précisé au niveau de l'avis d'appel d'offres ; **Pour les groupements**, l'attestation de la caution personnelle et solidaire doit être conforme à l'**ANNEXE II** tel que défini à l'article 07 du présent règlement de consultation.
- A3.** Pour les groupements, en plus des pièces citées ci-dessus, une copie légalisée de la **convention constitutive du groupement** prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur ;

Pour les établissements publics :

- A1. Une déclaration sur l'honneur**, en un exemplaire unique, conformément au modèle joint au présent règlement de consultation.
- A2. Une copie du texte** l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché ;
- A3.** L'original du récépissé du **cautionnement provisoire** ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu ; **Pour les groupements**, le cautionnement doit être conforme à l'**ANNEXE II** tel que défini à l'article 07 du présent règlement de consultation.
- A4.** Pour les groupements, en plus des pièces citées ci-dessus, une copie légalisée de la **convention constitutive du groupement** prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur ;

B. Le complément du dossier administratif : Pièces exigées

Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur :

- B1. Les pièces justifiant les pouvoirs** conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - S'il s'agit d'une **personne physique** agissant pour son propre compte :
 - Aucune pièce n'est exigée ;

- S'il s'agit d'un **représentant**, celui-ci doit présenter selon le cas :
- Une copie conforme de la procuration **légalisée** lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

B2. Une attestation fiscale ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du **règlement des marchés de l'ONDA en vigueur**. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé;

B3. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (**CNSS**) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

NB : La validité des pièces prévus aux B2) et B3) ci-dessus est appréciée sur la base de leur date de production par rapport de la date du dépôt du complément administratif (cf. paragraphe 5 de l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA).

B4. Le certificat d'immatriculation au **registre de commerce** pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur;

NB : Pour les concurrents non installés au Maroc l'équivalent des attestations visées aux paragraphes **B2**, **B3** et **B4** ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

Pour les établissements publics :

B1. Une attestation fiscale ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur. Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

B2. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de Sécurité Sociale (**CNSS**) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 Jourada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

NB : La validité des pièces prévues aux **B1** et **B2** ci-dessus est appréciée sur la base de leur date de production par rapport de la date du dépôt du complément administratif (cf. paragraphe 5 de l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA).

C. Le dossier technique :

Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier technique composé des pièces détaillées dans les dispositions particulières ci-dessous (chapitre 2 du présent règlement de consultation).

Lorsqu'il est prévu, au niveau des dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de consultation), la présentation d'un certificat de qualification et de classification ou d'un certificat d'agrément. Ledit certificat tient lieu du dossier technique.

Pour les groupements, il y a lieu de se conformer aux dispositions de l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur relatives au dossier technique.

D. Le dossier additif :

Il comprend toutes pièces complémentaires exigées par le présent règlement de consultation tel que détaillé dans les dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de consultation).

E. Le cahier des prescriptions spéciales :

Paraphé et signé, en toutes les pages et sans réserves, par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet.

ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

Chaque concurrent est tenu de produire un cautionnement provisoire, par un organisme marocain agréé, tel qu'indiqué sur l'avis d'appel d'offres, conformément au modèle en **ANNEXE II** du présent règlement de consultation.

NB : Le cautionnement ne doit pas être limité dans le temps, ni comporter des conditions et/ou réserves de la part de la banque et/ou du soumissionnaire.

En cas de groupement, le cautionnement provisoire peut être souscrit sous l'une des formes suivantes :

1. Au nom collectif du groupement ;
2. Par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du cautionnement ;
3. En partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité.

NB : Dans les cas prévus aux 2) et 3) ci-dessus, **le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire** en tenant lieu **doivent préciser la mention suivante :**

« Le présent cautionnement est délivré dans le cadre d'un groupement et, en cas de défaillance, le montant dudit cautionnement reste acquis au maître d'ouvrage abstraction faite du membre défaillant »

Le cautionnement provisoire reste acquis à l'ONDA dans les cas prévus par :

- L'article 15 du CCAG EMO ;

- L'article 18 du CCAG Travaux ;
- L'article 40 du règlement des marchés publics de l'ONDA.

ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES

Lorsque la présentation d'une offre technique est exigée conformément à l'article 28 du règlement des marchés de l'ONDA, les concurrents doivent fournir les pièces détaillées dans les dispositions particulières (**cf. chapitre 2 du présent règlement de la consultation**).

ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES

Les offres variantes ne sont pas prévues pour le présent appel d'offres.

ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE

L'offre financière comprend :

1. L'acte d'engagement, conformément à l'**ANNEXE III**, en un seul exemplaire.

Cet acte d'engagement doit être dûment rempli, et comportant **le relevé d'identité bancaire (RIB)**, est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même appel d'offres.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 140 du règlement des marchés publics de l'ONDA, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de **procurations légalisées** pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

Cette dernière disposition est applicable également **s'il s'agit d'un appel d'offres alloti** dont le règlement de consultation prévoit un acte d'engagement pour chaque lot ; Abstraction faite de la répartition des lots entre les membres du groupement, qu'il soit conjoint ou solidaire.

Si le groupement est conjoint, il doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et **doit préciser** la ou les parties des prestations que chacun des membres du groupement conjoint s'engage à réaliser.

Si le groupement est solidaire, il doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser, cet acte d'engagement **peut**, le cas échéant, indiquer les prestations que chacun des membres s'engage à réaliser dans le cadre dudit marché

NB : Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en **chiffres** et en toutes **lettres**.

2. Le bordereau des prix-détail estimatif, conformément à l'**ANNEXE IV**. Les concurrents **ne doivent** pas proposer plusieurs prix en monnaies différentes pour une même ligne figurant au niveau du bordereau des prix-détail estimatif.

Conformément à l'article 27 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur :

- Les prix unitaires du bordereau des prix, du détail estimatif et ceux du bordereau des prix-détail estimatif et les prix forfaitaires du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global **doivent être libellés en chiffres**.
- En cas de discordance entre les prix unitaires du bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du bordereau des prix prévalent.

- En cas de discordance entre les montants totaux du bordereau du prix global et ceux de la décomposition du montant global, le montant total la décomposition du montant global prévaut.
- Les montants totaux du bordereau des prix-détail estimatif, du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global **doivent être libellés en chiffres.**
- En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du détail estimatif, du bordereau des prix-détail estimatif ou du bordereau du prix global, selon le cas, le montant de ces derniers documents est tenu pour bons pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

3. Le sous détail des prix, le cas échéant.

4. Le bordereau des prix pour approvisionnements, lorsqu'il est prévu par le cahier de prescriptions spéciales.

ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE

Les offres financières doivent être exprimées, en Dirhams marocains (**MAD**). Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre peut être exprimée strictement dans la(es) monnaie(s) suivante(s) :

- **MAD** : Dirhams marocains
- **EUR** : Euros
- **USD** : Dollars américains

Les offres exprimées en monnaies étrangères (EUR/USD) seront, pour les besoins d'évaluation et de comparaison, converties en Dirham. Cette conversion s'effectue sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur, du premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis, donné par Bank Al-Maghrib.

NB : Un concurrent ne doit pas proposer plusieurs prix en monnaies différentes pour une même ligne figurant au niveau du bordereau des prix-détail estimatif. A défaut, son offre sera écartée.

ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Il est demandé aux concurrents de présenter les documents exigés, sous le **format standard A4** à l'exception des plans qui peuvent être présentés sous format A3.

Aussi, il est demandé à chaque concurrent d'accompagner chaque dossier (administratif et technique, additif, offre technique et offre financière) d'un **état des pièces** qui le constitue.

Le dossier à présenter par chaque concurrent est mis dans **un pli fermé** portant les mentions suivantes :

- Le nom, l'adresse, l'e-mail et le fax du concurrent ;
- L'objet du marché et, éventuellement, l'indication du ou des lots en cas de marché alloti;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que "le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis".

Ce pli contient :

1. Lorsque l'offre technique n'est pas exigée, Deux (02) enveloppes distinctes :
 - a. La première enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**dossiers administratif et technique**", contient :
 1. Les pièces du dossier administratif (Article 6 § A);
 2. Les pièces du dossier technique (Article 6 § C) ;
 3. Les pièces du dossier additif (Article 6 § D), le cas échéant ;
 4. Le cahier des prescriptions spéciales (Article 6 § E).
 - b. La deuxième enveloppe contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre financière**" ;
2. Lorsque l'offre technique est exigée, Trois (03) enveloppes distinctes :
 - a. La première enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**dossiers administratif et technique**", contient :
 1. Les pièces du dossier administratif (Article 6 § A);
 2. Les pièces du dossier technique (Article 6 § C) ;
 3. Les pièces du dossier additif (Article 6 § D), le cas échéant.
 4. Le cahier des prescriptions spéciales (Article 6 § E).
 - b. La deuxième enveloppe contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre financière**" ;
 - c. La troisième enveloppe contient l'offre technique. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre technique**".

Toutes les enveloppes visées ci-dessus doivent indiquer de manière apparente :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché et, le cas échéant, l'indication du ou des lots concernés ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

NB : Lorsque l'appel d'offres est alloti :

- Le concurrent peut participer à un ou plusieurs lots ;
- Le concurrent doit présenter les offres techniques et financières **séparément** pour chaque lot.

A défaut, son offre sera écartée.

ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS

1. Dépôt des échantillons, prospectus, notices ou autres documents techniques

Lorsque le dépôt d'échantillons et/ou la présentation de prospectus, notices ou autres documents techniques est exigé, conformément à l'article 34 du règlement des marchés de l'ONDA, les concurrents doivent déposer les échantillons/documents détaillés dans les dispositions particulières (cf. chapitre 2 du présent règlement de la consultation), dans les conditions fixées au niveau de l'avis d'appel d'offres.

2. Dépôt des plis

Les plis des concurrents doivent être déposés dans les conditions fixées dans l'avis d'appel d'offres du présent dossier d'appel d'offres.

En effet et sauf stipulations différentes dans l'avis d'appel d'offres, les concurrents peuvent :

- Soit déposer contre récépissé leurs plis, sur support papier, à la cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur);
- Soit les envoyer, sur support papier, par courrier recommandé avec accusé de réception, à la cellule Interface Achats à l'adresse précitée ;
- Soit les transmettre par voie électronique, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°20-14 du 8 kaada 1435 (04 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.
- Soit les remettre sur support papier au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Les plis déposés, transmis ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés dans l'avis d'appel d'offres ne seront pas admis.

Lorsque le concurrent opte pour **la soumission par voie électronique**, toutes les pièces contenues dans chacune des enveloppes, prévues à l'**article 12** du présent règlement de consultation, doivent être regroupées dans un fichier électronique conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics.

A cet effet, lesdites pièces doivent être signées électroniquement et séparément par le concurrent ou son représentant dûment habilité, avant leur insertion dans le fichier électronique. Cette signature se fait au moyen d'un certificat électronique délivré par une autorité de certification agréée, conformément à la législation et la réglementation en vigueur.

Le dépôt des plis par voie électronique fait l'objet d'un horodatage automatique, mentionnant la date et l'heure de dépôt électronique et de l'envoi de l'accusé de réception électronique à travers le portail des marchés publics au concurrent concerné.

3. Dépôt des plis complémentaires

Le pli contenant les pièces produites, suite à la demande de la commission d'appel d'offres, par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, doit être selon le mode de soumission choisi par le concurrent :

- soit **déposé**, sur support papier, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans la demande ;
- soit **envoyé**, sur support papier, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- Soit **transmis**, par voie électronique, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°20-14 du 8 kaada 1435 (04 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Les plis déposés, transmis ou reçus postérieurement au délai fixé dans cette lettre **ne sont pas admis.**

NB : La conclusion du marché issu de la procédure de la réponse électronique aux appels d'offres est effectuée sur la base d'un dossier sous format papier.

ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS

Tout pli, échantillon, document technique, prospectus ou autre document déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait du pli, sur support papier, fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d'ouvrage.

Lorsque la soumission est faite par voie électronique, le retrait du pli du concurrent s'effectue par le biais du certificat électronique cité ci-haut et les informations relatives au retrait sont enregistrées automatiquement sur le registre des dépôts des plis.

Les concurrents ayant retiré leurs plis, échantillons, documents techniques, prospectus ou autres documents peuvent les présenter de nouveau dans les conditions prévues par le présent règlement de consultation.

ARTICLE 15 : OUVERTURE DES P LIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES

L'ouverture des plis des concurrents présentés sur support papier et des plis transmis par voie électronique se fait simultanément durant la même séance d'ouverture des plis.

NB : La séance d'ouverture des plis des concurrents est publique. Elle se tient au lieu, au jour et à l'heure prévus par le dossier d'appel d'offres ; si ce jour est **déclaré férié ou chômé**, la réunion se tient le jour ouvrable suivant à la même heure, et ce conformément à l'article 36 paragraphe 1 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Les offres des concurrents, déposées sur support papier ou transmises par voie électronique, sont examinées et évaluées dans les conditions fixées, notamment, dans articles **36, 37, 38, 39, 40, 41 et 42** du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Lorsqu'il s'agit d'un appel d'offres alloti, la commission procède pour l'attribution des lots à l'ouverture, l'examen des offres de chaque lot et l'attribution des lots, lot par lot, dans l'ordre de leur énumération dans le dossier d'appel d'offres.

L'adjudication d'un lot n'est pas conditionnée par l'adjudication de l'un ou des autres lots quelle que soit leur énumération dans le dossier d'appel d'offres, sauf stipulations contraires dans les dispositions particulière du présent règlement de consultation. Par conséquent, l'ouverture des plis d'un lot peut être effectuée par la commission même si le lot précédent dans l'appel d'offres n'est pas encore adjudgé.

ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Les critères d'admissibilité des concurrents sont détaillés dans les dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de la consultation).

ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES

Le maître d'ouvrage informe le concurrent attributaire du marché de l'acceptation de son offre par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine. Cette lettre est adressée dans un délai de cinq (05) jours ouvrables au maximum à compter du lendemain de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Dans le même délai, il avise également les concurrents éliminés du rejet de leurs offres, en leur indiquant les motifs de leur éviction, par **lettre recommandée avec accusé de réception** ou par **fax confirmé** ou par **tout autre moyen de communication donnant date certaine**. Cette lettre peut être accompagnée des pièces de leurs dossiers.

Les échantillons ou prototypes, le cas échéant, ils sont restitués, après achèvement du délai de réclamation auprès du maître d'ouvrage, aux concurrents éliminés contre décharge.

ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Ce délai peut être prorogé dans les conditions prévues aux articles 33 et 136 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Toutefois, la signature du marché par l'attributaire vaut le maintien de son offre.

ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES

L'autorité compétente (ONDA) peut, sans de ce fait encourir aucune responsabilité à l'égard des concurrents et quel que soit le stade de la procédure pour la conclusion du marché, annuler l'appel d'offres. Cette annulation intervient dans les cas suivants :

1. Lorsque les données économiques ou techniques des prestations objet de l'appel d'offres ont été fondamentalement modifiées ;
2. Lorsque des circonstances exceptionnelles ne permettent pas d'assurer l'exécution normale du marché ;
3. Lorsque les offres reçues dépassent les crédits budgétaires alloués au marché ;
4. Lorsqu'un vice de procédure a été décelé ;
5. En cas de réclamation fondée d'un concurrent **sous réserve** des dispositions de l'article 152 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur;

En cas d'annulation d'un appel d'offres dans les conditions prévues ci-dessus, les concurrents ou l'attributaire du marché ne peuvent prétendre à indemnité.

ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, **par courrier** porté avec accusé de réception, **par lettre recommandée** avec accusé de réception ou par **voie électronique** de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents, **exclusivement**, aux coordonnées suivantes :

	Adresse	:	Département des Achats Office National des Aéroports Aéroport Mohammed V – Nouasseur
	Boite postale	:	BP 52, Aéroport Mohammed V – Nouasseur
	E-mail	:	achats@onda.ma

NB : Cette demande **n'est recevable que** si elle parvient au maître d'ouvrage au moins **sept (7) jours** avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Les réclamations des concurrents doivent être formulées dans les conditions fixées par l'article 152 du règlement des marchés publics de l'ONDA.

En effet, les réclamations des concurrents doivent être introduites **à partir de la date de la publication** de l'avis d'appel à la concurrence et **au plus tard cinq (05) jours** après l'affichage du résultat du présent appel d'offres.

Toutefois, la réclamation du concurrent pour contester les motifs d'éviction, doit intervenir **à compter de la date de réception** de la lettre d'éviction et **au plus tard dans les cinq (05) jours suivants**.

CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

Article 1 : Objet de l'appel d'offres

Fourniture et pose de la signalisation fixe du projet de la zone centrale et module domestique de l'aéroport Mohammed V.

Article 06 § C : Liste des pièces exigées pour le dossier technique

✓ **Pour les concurrents résidents au Maroc :**

il est exigé aux concurrents, la production de la copie certifiée conforme du certificat de qualification et de classification dans le secteur, classe et qualification suivant :

Secteur	Qualification	Classe
X	X 2 et X 3	1

✓ **Pour les concurrents non-résidents au Maroc dispensés du certificat de qualification et de classification :**

C1. Une note indiquant **les moyens humains et techniques** du concurrent et mentionnant éventuellement,

- La date,
- Le lieu,
- La nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.

C2. Au moins deux (2) **attestations de référence**, originales ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté des prestations d'importance et de complexité similaires à l'objet du présent appel d'offres. Chaque attestation précise notamment :

- La nature des prestations ;
- Leur montant ;
- Le nom et la qualité du signataire et son appréciation ;
- L'année de réalisation (**Durant les cinq dernières années**) .

Article 06 § D : Liste des pièces exigées pour le dossier additif

Aucun dossier additif n'est exigé.

Article 08 : Liste des pièces exigées pour l'offre technique

- La fiche technique de la structure en aluminium extrudé ;
- La fiche technique et les composantes du système d'éclairage (LED et convertisseur) accompagnée d'une attestation de garantie de 5 ans délivrée par le fabricant ;
- La fiche technique Polymethyl methacrylate (PMMA) ;
- Les fiches techniques, méthodologie et détail d'assemblage des équipements proposés ;
- DVD-ROM contenant la version numérisée de l'offre technique.

Article 16 : Critères d'admissibilité des concurrents et d'attribution du marché

Le seul critère d'attribution, après admission, est l'**offre moins-disante**.

ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

Déclaration sur l'honneur

- Référence de l'appel d'offres : **144/19/AOO**
- Mode de passation : **Appel d'offres Ouvert**
- Objet du marché : **Fourniture et pose de la signalisation fixe du projet de la zone centrale et module domestique de l'aéroport Mohammed V**

A – Si le concurrent est une personne physique

Je, soussigné :(prénom, nom et qualité)
 Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

- Adresse du domicile élu :
- Affilié à la CNSS sous le n° : (1)
- Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n° (1)
- N° de patente..... (1)
- N° du compte courant postal/bancaire ou à la TGR.....(RIB)

B - Si le concurrent est une personnes morale

Je, soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
 numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

- Agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale et forme juridique de la société) au capital de :
- Adresse du siège social de la société :
- Adresse du domicile élu.....
- Affiliée à la CNSS sous le n°.....(1)
- Inscrite au registre du commerce.....localité) sous le n°.....(1)
- N° de patente.....(1)
- N° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR.....(RIB)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés déclare sur l'honneur :

- 1) M'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- 2) Que je remplit les conditions prévues à l'article 24 du règlement des marchés publics de l'ONDA ;
- 3) Étant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;
- 4) M'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - a) À m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du règlement des marchés publics de l'ONDA ;
 - b) Que celle-ci ne peut dépasser 50 % du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maître d'ouvrage a prévu dans ledit cahier ;
- 5) M'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché.

- 6) M'engager à ne pas faire, par moi-même ou par personnes interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du présent marché.
- 7) Attester que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 151 du règlement des marchés publics de l'ONDA.
- 8) Certifier l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.
- 9) Reconnaître avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 142 du règlement des marchés publics de l'ONDA, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à.....le.....

Signature et cachet du concurrent

(1) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.

(2) à supprimer le cas échéant.

NB : Pour les groupements, chaque membre du groupement doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

ANNEXE II : MODELE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE

Constitution d'une caution personnelle et solidaire au titre du cautionnement provisoire

Nous soussignés, (**nom de la banque, raison sociale, domicile, tél et fax du siège social et de l'agence**), ayant décision d'agrément délivrée par le Ministre de l'Economie et des Finances **sous n°**..... ..en date du.....,

Représentée par : **[Nom(s), prénom(s) et qualité(s)]**

(Ci-après le « **Banque** ») Déclarons par le présent acte nous porter caution personnelle et solidaire sur ordre et pour :

- a) La société.....(Dénomination de la société) **(1)**
- b) La société.....(Dénomination de la société), **pour sa partie dans le groupement (1)**
- c) La société.....(Dénomination de la société) **pour le compte du Groupement de sociétés**.....(Dénominations des sociétés membres du groupement) **(1)**
- d) Le Groupement(Dénominations des sociétés membres du groupement) **(1)**
- e) Monsieur/Madame.....(Nom & Prénom de la **personne physique**) **(1)**

(Ci-après le « **Soumissionnaire** ») pour le montant du cautionnement provisoire de (Montant en chiffres et en lettres), auquel est assujéti le soumissionnaire au profit de l'Office National Des Aéroports (ONDA) (Ci-après le « **Bénéficiaire** ») dans le cadre de l'appel d'offres ouvert n° 144/19/AOO relatif à « Fourniture et pose de la signalisation fixe du projet de la zone centrale et module domestique de l'aéroport Mohammed V »(Ajouter le numéro et objet du lot, le cas échéant).

Nous nous engageons, par la présente, de façon inconditionnelle et irrévocable en qualité de Garant (la banque), à payer sans délai au Bénéficiaire, à sa première demande et sans s'opposer au paiement pour quelque motif que ce soit, toute somme que celui-ci pourrait réclamer au Débiteur à concurrence du montant sus-indiqué.

[En cas de défaillance d'un membre du Groupement, le montant dudit cautionnement reste acquis à l'ONDA abstraction faite du membre défaillant dudit Groupement] (2).

La présente garantie est régie par le droit marocain et tous litiges relatifs à l'existence, la validité, l'interprétation ou l'exécution de la présente garantie seront soumis aux tribunaux compétents dans le ressort territorial de Casablanca (Maroc).

Fait à(ville)

le,.....(jj/mm/aaaa)

(1) Supprimer les paragraphes inutiles ;

(2) Mention à préciser obligatoirement en cas de groupement b), c) et d) ci-haut.

NB : Le cautionnement ne doit pas être limité dans le temps, ni comporter d'autres conditions et/ou réserves de la part de la banque ou du soumissionnaire. A défaut, l'offre sera écartée.

ANNEXE III : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT

Acte d'engagement

Appel d'offres ouvert sur offres des prix n° **144/19/AOO** du **mercredi 09 octobre 2019**

A - Partie réservée à l'ONDA

Objet du marché : **Fourniture et pose de la signalisation fixe du projet de la zone centrale et module domestique de l'aéroport Mohammed V**, passé en application des dispositions de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17 du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

B - Partie réservée au concurrent

a) Si le concurrent est une personne physique

Je, soussigné :(prénom, nom et qualité)
 Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

- Adresse du domicile élu :
- Affilié à la CNSS sous le n° : (2)
- Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n° (2)
- N° de patente..... (2)

b) Si le concurrent est une personne morale

Je, soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
 numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

- Agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale et forme juridique de la société) au capital de :
- Adresse du siège social de la société :
- Adresse du domicile élu.....
- Affiliée à la CNSS sous le n°.....(2)
- Inscrite au registre du commerce.....localité) sous le n°.....(2)
- N° de patente.....(2)(3)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier de consultation concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

- Remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix, un détail estimatif et/ou la décomposition du montant global) établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier de consultation ;
- M'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :
 - Montant hors T.V.A Y COMPRIS DROITS DE DOUANES: (en chiffres et en lettres) ;
 - Taux de la T.V.A. : **20%** ;
 - Montant de la T.V.A. : (en chiffres et en lettres) ;
 - Montant T.V.A. comprise : (en chiffres et en lettres).

L'Office National des Aéroports se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (à la trésorerie générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à (localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro

Fait à.....le.....
(Signature et cachet du concurrent)

- 1) Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :
 - a) Mettre : «Nous, soussignés..... nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes) ;
 - b) Ajouter l'alinéa suivant : « désignons..... (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».
 - c) **Préciser la ou les parties** des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à réaliser **pour le groupement conjoint** et éventuellement pour le groupement solidaire (optionnelle).
- 2) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine, la référence à la déclaration délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.
- 3) Ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)

AO N° : 144/19/AOO

Objet : Fourniture et pose de la signalisation fixe du projet de la zone centrale et module domestique de l'aéroport Mohammed V

N°	DESCRIPTION	UDM	Total QTE	PU Hors TVA EN CHIFFRES (*)	PU HORS TVA EN CHIFFRES
Caisson lumineux en applique code CA simple face:					
1	CA dimension : 1650(mm)x450(mm)	U	25		
2	CA dimension : 1050(mm)x450 (mm)	U	40		
3	CA dimension : 750(mm)x350 (mm)	U	12		
Caisson lumineux en drapeau code CD double face:					
4	CD dimension : 1050(mm)x450 (mm)	U	10		
Caisson lumineux suspendu code CS double face					
5	CS dimension :1950(mm)x450(mm)	U	10		
6	CS dimension :1650(mm)x450(mm)	U	25		
7	CS dimension : 1050(mm)x450(mm)	U	40		
Caisson lumineux fixation sur pieds code CP double face					
8	CP dimension : 2x(1950(mm)x450(mm))	U	1		
9	CP dimension :1050(mm)x450 (mm)	U	8		
10	Cubes Lumineux point de rencontre 450(mm)x450(mm)x450(mm)	U	8		
11	Triangles Lumineux pour blocs sanitaires	U	8		
Stèle directionnelle lumineuse code ST					
12	ST dimension 750(mm)x2200(mm)x120(mm)	U	3		
Murs d'écrans en applique					
13	Mur d'écrans en applique un seul écran code MA (1)	U	18		
14	Mur d'écrans en applique deux écrans code MA (2)	U	1		
15	Mur d'écrans en applique quatre écrans code MA (4)	U	1		
Murs d'image en applique					

16	Mur d'image en applique quatre écrans code MIA (4)	U	2		
Mur d'écrans suspendu					
17	Mur d'écrans suspendu un écran code MS (1)	U	5		
18	Mur d'écrans suspendu deux écrans code MS (2)	U	1		
19	Mur d'écrans suspendu double faces quatre écrans code MS (2x2)	U	1		
Mur d'écrans sur pieds					
20	Mur d'écrans sur pieds double faces quatre écrans code MP(2x2)	U	1		
Colonnes doubles faces à usage multiples					
21	Fourniture Colonnes extérieures quatre faces à usage multiples : dimension 2000(mm)x700(mm)x700(mm)	U	2		
Chargeur téléphone					
22	Chargeur téléphone	U	20		
Panneaux non lumineux en applique code UA					
23	UA au mètre carré	M²	80		
Adhésifs					
24	Adhésifs de sol au mètre carré	M²	60		
25	Adhésif normal	M²	60		
TOTAL HORS TVA Y COMPRIS DROITS DE DOUANES (A)					
DONT MONTANT DROITS DE DOUANE					
TVA 20% (B)					
TOTAL TVA COMPRISE (A+B)					

(*) Le concurrent doit préciser le libellé de la monnaie conformément au règlement de la consultation.

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



المكتب الوطني للمطارات
Office National Des Aéroports

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Appel d'offres ouvert N° 144/19/AOO

**Fourniture et pose de la signalisation fixe du
projet de la zone centrale et module
domestique de l'aéroport Mohammed V**

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES	4
ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHÉ	4
ARTICLE 03 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	4
ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	4
ARTICLE 05 : RÉFÉRENCES AUX TEXTES GÉNÉRAUX	4
ARTICLE 06 : RESILIATION	5
ARTICLE 07 : DOMICILE DU PRESTATAIRE	5
ARTICLE 08 : RÉGLEMENT DES DIFFÉRENDS	5
ARTICLE 09 : CAS DE FORCE MAJEURE	5
ARTICLE 10 : ENTRÉE EN VIGUEUR ET APPROBATION	5
ARTICLE 11 : NANTISSEMENT	5
ARTICLE 12 : DROIT APPLICABLE	6
ARTICLE 13 : DROITS ET TAXES	6
CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES	7
ARTICLE 14 : MAÎTRE D'ŒUVRE	7
ARTICLE 15 : DÉLAI DE GARANTIE	7
ARTICLE 16 : RÉCEPTIONS PROVISOIRE ET DÉFINITIVE DES PRESTATIONS	7
ARTICLE 17 : DÉLAI D'EXÉCUTION	7
ARTICLE 18 : NATURE DES PRESTATIONS ET RÉVISION DES PRIX	7
ARTICLE 19 : CAUTIONNEMENT DÉFINITIF - RETENUE DE GARANTIE	7
ARTICLE 20 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES À L'EXÉCUTION DU MARCHÉ RECONDUCTIBLE	7
ARTICLE 21 : MODALITÉS DE PAIEMENT	8
ARTICLE 22 : PÉNALITÉS POUR RETARD	8
ARTICLE 23 : BREVETS	8
ARTICLE 24 : PLAN D'EXÉCUTION	8
ARTICLE 25 : ORGANISATION ET POLICE DE CHANTIER	8
ARTICLE 26 : PRESTATIONS COMPRIS DANS LES FAUX – FRAIS DE L'ENTREPRISE :	9
ARTICLE 27 : AGREMENT DU PERSONNEL EMPLOYÉ SUR L'AÉROPORT	9
ARTICLE 28 : SUJÉTIONS RESULTANT DE L'EXÉCUTION SIMULTANÉE DE TRAVAUX INTERESSANT LES DIFFÉRENTS CORPS D'ÉTAT ET ENTREPRENEUR VOISINS	9
ARTICLE 29 : CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES	9
ARTICLE 30 : DÉFINITION DES PRIX	18

ENTRE :

L'OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS, désigné ci-après, par le sigle « O.N.D.A », représenté par son Directeur Général, faisant élection de domicile à l'Aéroport Mohammed V - Nouasseur.

D'une part

ET :

(Titulaire)

Faisant élection de domicile à

Inscrite au Registre de Commerce de

sous le n°

Affiliée à la CNSS sous le n°

Représentée par _____ en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

D'autre part,

CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet : **Fourniture et pose de la signalisation fixe du projet de la zone centrale et module domestique de l'aéroport Mohammed V**, tel que décrits dans le Chapitre 2 (clauses techniques) du présent Cahier des Prescriptions Spéciales et les plans guides ci-joints.

ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHÉ

Le présent marché est passé en application des dispositions de **l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17** du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

ARTICLE 03 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du présent marché sont :

- 1) L'acte d'engagement ;
- 2) Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
- 3) Le Bordereau Des Prix – Détail Estimatif : (BDP-DE) ;
- 4) Les pièces constitutives de l'offre technique ;
- 5) Les plans guides ;
- 6) Le CCAG-T ;

ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER

Les spécifications et les prescriptions techniques relatives aux prestations à réaliser sont contenues dans le présent marché, l'entrepreneur déclare :

- Avoir pris pleine connaissance de l'ensemble des prestations ;
- Avoir fait préciser tous points susceptibles de contestations ;
- Avoir fait tous calculs et sous détails ;
- N'avoir rien laissé au hasard pour déterminer le prix de chaque nature de prestations présentées par elle et pouvant donner lieu à discussion.
- Avoir apprécié toutes les difficultés qui pourraient se présenter lors de l'exécution des prestations objet du présent marché et pour lesquelles aucune réclamation ne sera prise en considération.

ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GÉNÉRAUX

Le présent marché est soumis aux prescriptions relatives aux marchés publics notamment celles définies par :

- Le règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports approuvé le 09 Juillet 2014 et la décision de son amendement réf 01/RM/2015 du 02 avril 2015 ;
- Le décret N° 2-14-394 du 6 Chaabane 1437 (13 Mai 2016) approuvant le cahier des clauses administratives générales, applicables aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'Etat ;
- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi et les salaires de la main d'œuvre ;

- Les lois et règlements en vigueur au Maroc à la date de la signature du présent marché.

Bien que non jointes au présent CPS, le titulaire est réputé connaître tous textes ou documents techniques applicables au présent marché. Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant les prestations en question.

ARTICLE 06 : RESILIATION

Dans le cas où le titulaire aurait une activité insuffisante ou en cas de la non-exécution des clauses du présent marché, l'Office National Des Aéroports le mettrait en demeure de satisfaire à ses obligations, si la cause qui a provoqué la mise en demeure subsiste, le marché pourra être résilié sans aucune indemnité sous peine d'appliquer les mesures coercitives prévues par les articles 79 et 80 du CCAG-T.

L'ONDA se réserve le droit de résilier le marché dans le cas de modifications importantes ne pouvant être prises en charge dans le cadre du présent marché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 07 : DOMICILE DU PRESTATAIRE

Le prestataire doit élire son domicile dans les conditions fixées par l'article 20 du CCAG-T.

ARTICLE 08 : REGLEMENT DES DIFFERENDS

Tout litige entre l'Office National Des Aéroports et le prestataire sera soumis aux tribunaux compétents de Casablanca « MAROC ».

ARTICLE 09 : CAS DE FORCE MAJEURE

En cas de survenance d'un événement de force majeure, les dispositions applicables sont celles définies par l'article 47 du C.C.A.G.T.

ARTICLE 10 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION

L'entrée en vigueur du présent marché interviendra après son approbation par l'autorité compétente, le visa du Contrôleur d'Etat si le visa est requis et la notification au titulaire.

ARTICLE 11 : NANTISSEMENT

En cas de nantissement, les dispositions applicables sont celles prévues par la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le Dahir n°1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015).

En vue de l'établissement de l'acte de nantissement, l'ONDA remet au titulaire du marché, sur demande et sans frais, une copie du marché portant la mention « EXEMPLAIRE UNIQUE » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi n°112-13 susmentionnée.

Le responsable habilité à fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire du nantissement ou de subrogation les renseignements et les états prévus à l'article 8 de la loi n° 112-13 est le Directeur Général de l'ONDA.

Le Directeur Général de l'ONDA et le Trésorier Payeur de l'ONDA sont seuls habilités à effectuer les paiements au nom de l'ONDA entre les mains du bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 : DROIT APPLICABLE

Le marché sera interprété conformément au droit Marocain

ARTICLE 13 : DROITS ET TAXES

Les prix du présent marché s'entendent Toutes Taxes Comprises Delivered Duty Paid (TTC DDP).

Le prestataire (Entrepreneur, fournisseur ou prestataire de service) est réputé avoir parfaitement pris connaissance de la législation fiscale en vigueur au Maroc. Par conséquent, il supportera, par défaut, tous les impôts et taxes dont il est redevable au Maroc, y compris la TVA, tous droits de douane, de port ou autres.

A la demande du prestataire et à sa place, l'ONDA **peut payer**, le cas échéant, **directement et seulement** les impôts et taxes à l'importation y compris droits et accessoires de douane et la TVA à l'importation **figurant sur la fiche de liquidation émise par les services de la douane, hors** les frais de la logistique (Transitaire, emmagasinage et surestaries le cas échéant) qui restent à la charge du prestataire y compris la gestion de la logistique d'importation.

Dans le cas où le Cahier des Prescriptions Spéciales prévoit le paiement par lettre de crédit et le prestataire opterait pour ce mode de paiement, le montant des droits et taxes en question sera déduit du montant du CREDOC.

Si l'ONDA paierait des frais supplémentaires, pour quelle que raison que ce soit, à cause d'un motif imputable au fournisseur, l'ONDA déduira d'office lesdits frais des sommes dues au fournisseur.

Aussi, en cas de déclaration douanière faisant ressortir des montants supérieurs à ceux indiqués au présent Marché, le supplément de droits et taxes de douane résultant de cette différence de déclaration sera à la charge du Fournisseur.

En cas d'augmentation des sommes à valoir pour la couverture des droits de douane et taxes à l'importation, l'ONDA prendra les engagements complémentaires nécessaires pour couvrir lesdites sommes, conformément à la réglementation en vigueur.

Les **prestations de service** réalisées pour le compte de l'ONDA par une entreprise non résidente sont soumises à l'impôt sur les sociétés au taux de **10%** de ces prestations. Cet impôt est prélevé du montant desdites prestations sous forme de retenue à la source. **Une copie de l'attestation du versement** de cet impôt sera remise au prestataire, à sa demande. Pour les entreprises originaires de pays ayant signé avec le Maroc une convention destinée à éviter les doubles impositions, la retenue à la source est déductible des impôts dus dans leur pays d'origine. »

CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES

N.B : Les éventuels marques commerciales, références au catalogue, appellations, brevets, conception, types, origines ou producteurs particuliers mentionnés dans les clauses techniques sont données à titre indicatif. Le cas échéant, le prestataire peut les substituer par toute autre proposition ayant des caractéristiques équivalentes et qui présentent une performance et qualité égales ou supérieures à celles qui sont exigées.

ARTICLE 14 : MAITRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre du présent marché est la **Direction des Infrastructures**.

ARTICLE 15 : DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé à **douze(12) mois**. Durant la période de garantie, l'Entrepreneur est soumis aux dispositions arrêtées par l'article 75 du CCAG-T.

ARTICLE 16 : RECEPTIONS PROVISOIRE ET DEFINITIVE DES PRESTATIONS

La réception provisoire des fournitures sera effectuée conformément aux dispositions définies par l'article 73 du CCAGT.

La réception définitive des fournitures sera prononcée **douze (12) mois** après la date du procès-verbal de la réception provisoire conformément aux dispositions définies par l'article 76 du CCAGT.

ARTICLE 17 : DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution global du présent marché est fixé à **Cinq (5) mois** et est réparti en délai d'exécution partiel comme suit :

Phases	Délais	A partir de	Prestations
Phase 1	1mois	Ordre de service de commencement de la phase 1	Fabrication, fourniture et mise en place de la signalétique dans le module domestique
Phase 2	4mois	Ordre de service de commencement de la phase 2	Fabrication et mise en place mise en place de la signalétique dans la zone centrale

ARTICLE 18 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX

Le présent marché est un marché de **Fourniture** dont les prix applicables sont fermes et non révisables.

ARTICLE 19 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF - RETENUE DE GARANTIE

a) Cautionnement : Le cautionnement définitif est fixé à Trois pour cent (3%) du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur conformément aux dispositions de l'article 15 du C.C.A.G.T

b) Retenue de garantie : Les Dispositions relatives à la retenue de garantie telles que définies aux articles 16 et 64 du C.C.A.G.T sont seules applicables.

Toutes les cautions présentées sous forme de cautions personnelles et solidaires doivent être émises par un organisme marocain agréé.

ARTICLE 20 : DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHÉ RECONDUCTIBLE

Le prestataire doit inscrire l'ensemble du personnel à affecter dans le cadre du marché auprès de la CNSS dont des copies des bordereaux de déclaration du personnel auprès de ladite caisse, seront mises à la disposition du maître d'ouvrage.

Le nombre de jours de travail du personnel déclaré à la CNSS doit correspondre exactement au nombre de jours travaillés à l'aéroport.

ARTICLE 21 : MODALITES DE PAIEMENT

L'ONDA se libérera des sommes dues en exécution du présent marché en faisant donner crédit au compte ouvert au nom du prestataire indiqué sur l'acte d'engagement.

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai maximum de quatre-vingt-dix jours (90) après prononciation de la réception de la phase, sur présentation d'une attestation de service fait dûment approuvée par les responsables habilités de l'ONDA et sur présentation de factures en cinq exemplaires.

ARTICLE 22 : PENALITES POUR RETARD

A défaut par l'Entrepreneur d'avoir exécuté à temps le marché ou d'avoir respecté tout planning ou délai prévu par le présent marché, il lui sera appliqué sans préjudice de l'application des mesures prévues par les articles 79 et 80 du CCAGT par jour de retard, une pénalité de cinq pour mille (5 ‰) du montant initial du marché, éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux

1- En cas de retard dans l'exécution des travaux : Par application de l'article 65 du CCAGT la pénalité est plafonnée à huit pour Cent (8 %) du montant du marché, éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux ; au-delà de ce plafond, l'O.N.D.A. se réserve le droit de procéder à la résiliation du marché sans préjudice des mesures coercitives prévues par les articles 79 et 80 CCAGT.

2- En cas de retard dans la remise des documents ou rapports : Par application de l'article 66 du CCAGT la pénalité est plafonnée à deux pour Cent (2 %) du montant du marché, éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux.

Les sommes concernant les pénalités seront déduites des décomptes de l'entrepreneur sans qu'il ne soit nécessaire d'une mise en demeure préalable.

ARTICLE 23 : BREVETS

Le titulaire garantira l'ONDA contre toute réclamation des tiers relative à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'une marque commerciale ou de droit de création industrielle résultant de l'emploi des fournitures ou d'un de leurs éléments.

ARTICLE 24 : PLAN D EXECUTION

Les études d'exécution avec plans et détails de tous les éléments de la signalisation sont à la charge de l'entrepreneur. Ces études doivent définir la structure et le mode de fixation et de raccordement de chaque élément de la signalisation en tenant compte des différentes charges et contraintes.

ARTICLE 25 : ORGANISATION ET POLICE DE CHANTIER

L'entrepreneur est tenu de respecter les consignes et ordres qui lui sont donnés par le maître d'ouvrage pour la police de chantier ; il assure à ses frais l'exécution des mesures prescrites par les autorités compétentes et demeure responsable de tous les dommages résultant du mode d'organisation du chantier et ce conformément à l'article 28 du C.C.A.G.T

ARTICLE 26 : PRESTATIONS COMPRISES DANS LES FAUX – FRAIS DE L'ENTREPRISE :

Sont notamment compris dans les faux frais du prestataire :

- L'entretien, le nettoyage permanent des locaux empruntés.
- La signalisation et le balisage de la zone de travaux.
- L'éclairage nocturne éventuel de la zone de travaux.
- La police de chantier, conformément aux articles du présent cahier.
- Tous les frais des essais préliminaires d'agrément.
- La protection et la surveillance des signalétiques fournis et posés.

Seuls les ouvrages provisoires faisant l'objet de prix spéciaux du bordereau des prix ne sont pas compris dans les faux-frais de l'entreprise.

ARTICLE 27 : AGREMENT DU PERSONNEL EMPLOYE SUR L'AEROPORT

Le prestataire sera tenu de respecter les règles de protection du secret, d'exécuter les avis et de soumettre tout son personnel au contrôle du service de sécurité de l'Aéroport.

Au lendemain de la notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux et avant tout commencement, il devra remettre au service de sécurité de l'Aéroport, par l'intermédiaire du Maître d'ouvrage, les demandes d'enquêtes réglementaires pour son personnel de direction et la liste du personnel pour contrôle.

En outre, Le prestataire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution et documents divers qui lui seront remis par l'Office National Des Aéroports, en vue de l'exécution des travaux ou pour toutes autres causes.

Le prestataire devra conserver le secret absolu non seulement sur l'ensemble des documents qui lui seront communiqués, mais aussi sur les faits ou renseignements, qui seraient occasionnellement portés à sa connaissance en raison de l'exécution des travaux.

ARTICLE 28 : SUJETIONS RESULTANT DE L'EXECUTION SIMULTANEE DE TRAVAUX INTERESSANT LES DIFFERENTS CORPS D'ETAT ET ENTREPRENEUR VOISINS

L'entrepreneur ne pourra présenter aucune réclamation en raison de l'exécution simultanée de travaux par d'autres corps d'Etat ou de gênes éventuelles qui pourraient en résulter pour ses propres travaux.

Il devra au contraire, faciliter, dans toute la mesure du possible, la tâche aux autres entreprises et faire tous ses efforts dans le sens d'une bonne coordination de l'ensemble des corps d'état. L'entrepreneur ne pourra pas non plus présenter de réclamation pour les sujétions qui pourraient lui être imposées par l'exécution simultanée d'autres travaux.

ARTICLE 29 : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES

Préambule

La conception de l'ensemble des ouvrages décrits ci-après doit permettre d'absorber :

- Les mouvements transmis par le Gros Œuvre.
- Les dilatations propres des différents éléments et matériaux.
- Les tolérances dimensionnelles des différents éléments.

Pour les objets suspendus, toutes les suspentes, haubans et leurs fixations sont à calculer en fonction des hypothèses spécifiées.

Les assemblages par vis auto foreuses et/ou auto taraudeuses ne sont pas admis.

Les assemblages par vissage dans les parois des profilés en alliage d'aluminium, des profilés tubulaires en acier ou, plus généralement, dans toute paroi métallique dont l'épaisseur est trop faible pour permettre une longueur de filetage en prise suffisante (épaisseur de la paroi inférieure à 0.75 fois le diamètre de la vis pour l'acier et à 1.25 fois le diamètre pour l'aluminium) sont réalisés à l'aide de rivets taraudés sertis, du type RIVKLE ou équivalent, en acier inoxydable.

L'exécution de soudure sur chantier n'est pas admise.

Tous les angles vifs sont abattus et toutes les arêtes sont adoucies.

Prévoir une étiquette en dilophane de 15 x 50 mm environ, collée sur la partie fixe et inférieure de tous les caissons précisant le type, niveau et numéro de l'ouvrage.

Les teintes et coloris non précisés sont à choisir ultérieurement par le Maître d'ouvrage, la référence pour ce choix étant la gamme RAL y compris les teintes métallisées. En ce qui concerne les peintures thermodurcissable, pour les teintes métallisées, les gammes de référence sont les gammes Alliages et Variances de ALESTA ou équivalent.

Toutes les parties non jointives se verront agrémenter de joints de finitions de sorte qu'aucunes parties intérieures des éléments ne soient visibles de l'extérieur, de prévoir toutes fuites de lumière incontrôlées, et destinés à protéger les composants intérieurs de toutes agressions par les corps étrangers type sables, etc..., tout en permettant une manœuvrabilité optimale des éléments.

Une revêue mécanique des faces extérieures en plaque de poly méthacrylate de méthyle (PMMA) opal diffusant à hauteur de 50% de transmission lumineuse type Opal LED System de la marque ALTUGLAS de 4mm d'épaisseur ou équivalent, est à prévoir sur tous les éléments de manière à palier une défaillance éventuelle des fixations aimantées ou collées.

CAISSONS LUMINEUX EN APPLIQUES CODE CA

Généralités :

- L'entreprise fournit, pose et raccorde tous les caissons lumineux encastrés de code CA simple face.

Caissons en applique dont l'éclairage est un éclairage tangentiel à système LED assuré par les modules Envision LED à double lentille à angles respectivement 60°/15° d'envergure chacune dont la portée proximale est de 25cm et la portée distale 75 cm spécial éclairage tangentiel de la marque GLOBAL LUX ou équivalent garantie 5 ans.

Composition

Chaque caisson code CA est composé d'un cadre fixe, et d'un châssis mobile lumineux portant la plaque du visuel correspondant et des équipements électriques d'alimentation.

Cadre fixe

Ce cadre fixe est composé d'un profilé tubulaire en aluminium, type profilé standard marque SIGNCOMP ou équivalent.

Protection, finition système suivant les règles de l'art.

Assemblage des éléments par système de collage chimique type Bonding système de la marque LORD ou équivalent ou soudure aluminium si nécessaire.

Le cadre fixe reçoit en partie arrière une tôle d'aluminium thermo laquée d'origine de chez le fabricant.

Les retours pliés de cette tôle sont fixés par bande magnétique renforcé par une seule vis de sécurité tête bombé.

Face mobile

Face mobile constitué de :

- Deux côtés latéraux en profilés d'aluminium marque SIGNCOMP ou équivalent.
- Le visuel en plaque de poly méthacrylate de méthyle (PMMA) opal diffusant à hauteur de 50% de transmission lumineuse type Opal LED System de la marque ALTUGLAS ou équivalent de 4mm d'épaisseur
- Profil en cornière support de convertisseur fixé sur le haut du châssis de cadre.
- Système d'ouverture et de blocage à la fermeture.
- Réservations pour passage des câbles avec protection par passe câble en EPDM.
- Plaques de jonction en aluminium 20/10^e de mm pliées en angle avec retours pliés servant de dispositifs de retenue ponctuelle des supports de visuel.
- L'imitateur d'ouverture par câble ou tout système invisible équivalent.

Système d'ouverture

Système par emboîtement, permettant le basculement du châssis mobile lumineux.

La liaison cadre fixe/face mobile est assurée par des vis en inox.

Le blocage à la fermeture se fait par système invisible en traverse basse ou sur les 2 montants latéraux par aimantation par exemple.

Sources lumineuses et équipements électriques

Le système d'éclairage est de type éclairage tangentiel.

Pour chaque caisson code CA, l'équipement suivant est fixé dans la poutre :

- Bornier à bornes auto serrantes en amont du disjoncteur.
- Disjoncteur 2 pôles protégés.

Equipement électrique en traverse du châssis mobile :

- L'éclairage est un système d'éclairage tangentiel à système LED assuré par les modules Envision LED à double lentille à angles respectivement 60°/15° d'envergure chacune dont la portée proximale est de 25cm et la portée distale 75 cm spécial éclairage tangentiel de la marque GLOBAL LUX garantie 5 ans ou similaire.

- Connecteurs : Des UR2 rouge et U1B bleu de 3M .
- Convertisseurs de la marque GLOBAL LUX ou équivalent garanties 5 ans, compatibles avec les modules Envision pour assurer la garantie de 5 ans du système complet.
- Le câble d'alimentation entre le disjoncteur et le châssis mobile est à poser et à fixer avec son fourreau sur l'ossature de la cloison par l'entreprise.

Face extérieure mobile

Face extérieur mobile reçoit une plaque de poly méthacrylate de méthyle (PMMA) opal diffusant à hauteur de 50% de transmission lumineuse type Opal LED System de la marque ALTUGLAS ou équivalent de 4mm d'épaisseur, affleurant les 4 côtés de la face mobile.

Fixation du PMMA : bandes aimantées

Films du visuel

Films adhésifs appliqués sur le support PMMA du châssis mobile. Chaque film recouvre entièrement la plaque correspondante.

Caractéristiques des films adhésifs :

- Réalisation du visuel conformément à la charte signalétique de l'ONDA.
- Films adhésif translucide longue durée mise en œuvre selon la gamme de couleur RAI ou équivalent.
- Le choix de la couleur sera décidé par le maître d'ouvrage.

Fixation des caissons en applique

Les caissons lumineux en applique sont fixés à la structure béton par l'intermédiaire de pièces métalliques et calages. Leur nombre et entre axe devront être définis par note de calcul à la charge de l'entreprise. Ces pièces de fixation sont fixées à la poutre du caisson, leur cote d'écartement par rapport au support est à adapter suivant les différents cas rencontrés.

En partie basse, les caissons reçoivent des cales caoutchouc d'écartement fixées mécaniquement sur une équerre de renfort derrière la tôle de fond de caisson. Une double patte réglable entre le caisson et paroi assure la résistance à l'attachement.

La mise en œuvre comprend les chevilles métalliques adaptées en fonction du support.

Nb : tous les composants des panneaux et leurs supports sont en profilés aluminium, les tôles façonnées ne seront pas tolérées.

CAISSONS LUMINEUX SUSPENDUS CODE CS

Généralités

L'entreprise fournit, pose et raccorde tous les caissons lumineux suspendus code CS simple ou double face.

- Caissons suspendus à éclairage tangentiel est un système LED assuré par les modules Envision LED à double lentille à angles respectivement 60°/15° d'envergure chacune dont la portée proximale est de 25cm et la portée distale 75 cm spécial éclairage tangentiel de la marque GLOBAL LUX ou équivalent garantie 5 ans et alimenté par un convertisseur garantie 5 ans de la marque Global Lux ou équivalent ainsi assurant la garantie de 5 ans du système complet.

Composition

Chaque caisson code CS est composé d'une poutre, d'un cadre fixe et d'une face mobile, lumineux portant la ou les plaques PMMA diffusant spécial LED de visuel correspondant.

Poutre

Cet élément est un profilé aluminium disposé à l'horizontale sert de « Support » technique aux éléments électriques (bornier et disjoncteur) d'une part et de pièce de maintien du cadre auquel il est solidaire d'autre part.

Cette poutre est composée d'un profilé, en Aluminium extrudé, thermo laqué, sur lequel sont fixés deux tronçons de rail type SIGNCOMP ou équivalent, permettant la fixation des éléments de suspension (suspentes et haubans).

Cadre fixe

Ce cadre fixe est composé d'un profilé en aluminium type SIGNCOMP ou similaire.
Protection, finition système conformément aux règles de l'art.
Assemblage : par renforts d'angle et soudure aluminium si nécessaire.

Face mobile

Face mobile constituée de :

- Deux côtés latéraux en profilé creux type SIGNCOMP ou équivalent avec par closes clapées et joints EPDM pour maintien du vecteur de lumière.
- Système d'ouverture et de blocage à la fermeture.
- Réserve pour passage des câbles avec protection par passe câble en EPDM.
- Plaque de jonction en profilé aluminium, retours pliés servant de dispositifs de retenue ponctuelle des supports de visuel.
- Imitateur d'ouverture par câble ou tout système invisible équivalent.

Système d'ouverture

Selon le type de caisson, suspendu ou en applique, un type d'ouverture par face frontale avec un système d'emboîtement sans aucune visserie apparente.

Sources lumineuses et équipements électriques

Le système d'éclairage est de type éclairage tangentiel.

Equipements électriques intégrés dans la poutre :

- Bornier à bornes auto serrantes en amont du disjoncteur.
- Disjoncteur 2 pôles protégés

Equipements électriques en traverses du châssis mobile:

- Connecteur : Des UR2 rouge et U1B bleu de 3M .
- l'éclairage tangentiel est un système LED assuré par les modules Envision LED à double lentille à angles respectivement 60°/15° d'envergure chacune dont la portée proximale est de 25cm et la portée distale 75 cm spécial éclairage tangentiel de la marque GLOBAL LUX ou équivalent garantie 5 ans.
- Un convertisseur compatible au système LED Envision de la marque GLOBAL LUX ou équivalent garantie 5 ans ainsi préservant la garantie de 5 ans pour l'ensemble du système éclairage à LED.

Ces équipements sont montés en usine sous forme d'unités pré-montés et pré-câblés.

Faces extérieures du châssis mobile

- Chaque face extérieure du châssis mobile reçoit une plaque de méthacrylate de méthyle (PMMA) opal diffusant à hauteur de 50% de transmission lumineuse type Opal LED System de la marque ALTUGLAS de 4mm d'épaisseur ou équivalent, affleurant les 4 côtés du châssis.
- Les caissons suspendus, 1 face support de visuel, sont tous équipés d'une plaque de méthacrylate de méthyle (PMMA) opal diffusant à hauteur de 50% de transmission lumineuse type Opal LED System de la marque ALTUGLAS de 4mm d'épaisseur ou équivalent.
- Fixation du PMMA : bandes aimantées.

Films de visuels et films opaques

Films adhésifs translucide longue durée couleur définie par le maître d'ouvrage marque MACTAC ou équivalent appliqués sur supports PMMA Spécial LED des faces extérieures du châssis mobile. Chaque film recouvre entièrement la plaque correspondante.

Caractéristiques des films adhésifs :

- Réalisation du visuel conformément à la charte signalétique de l'ONDA
- Films adhésif translucide longue durée mise en œuvre selon la gamme de couleur RAI ou équivalent.

Dans le cas des caissons suspendus 1 face, le dos comporte un film opaque.
Couleurs au choix du Maître d'Ouvrage.

Suspentes

Les caissons lumineux suspendus sont fixés à la structure de bâtiment par l'intermédiaire de suspentes.. Leur nombre et entre axe seront calculés en fonction des dimensions et nombre des caissons. L'entreprise doit fournir les notes de calculs et plans d'exécution correspondants.

Ces suspentes comportent un système de réglage possible dans les trois directions. Verticalement le réglage se fait par manchonnage d'un profil en aluminium dans l'autre, fixations plusieurs positions et calages métalliques des platines.

Constitution pour chaque suspente :

- Profilés en aluminium extrudé type « SIGNCOMP » ou similaire, platines acier soudé, finition thermo laquage.

- Contreventement par câble inox tendu (500 daN de traction), monté sur axe (frein+goupille).
- Cache réglable en aluminium thermo laqué.
- Chevilles métalliques.

Tous les composants doivent permettre le passage dans l'axe d'une suspente des câbles d'alimentation, et protection par passe câble.

Nb : tous les composants des panneaux et leurs supports sont en profilés aluminium, les tôles façonnées ne seront pas tolérer.

MURS D'IMAGES POSES AU SOL CODE MA, MS ET MP

Généralités

L'entreprise fournit et pose les murs d'images suivants :

- Mur d'image en applique code MA.
- Mur d'image suspendu code MS.
- Mur d'image sur pieds posé au sol code MP.

Ces trois types de murs d'images se distinguent par le type de fixation.

L'ensemble du mur d'image est en aluminium servant également de support technique aux éléments électriques (bornier et disjoncteur) d'une part et de pièce essentielle de maintien du cadre auquel il est solidaire d'autre part.

Composition des murs d'images code MA, MS et MP

Chaque mur d'images est composé :

- D'un piétement en aluminium au sol pour les MP.
- Des suspentes en aluminium fixé sur la structure pour les MS.
- D'une ossature en aluminium.
- De cadres tubulaires, renforts et d'une embase en aluminium.
- De panneaux fixes ou non en partie arrière.
- D'un ou plusieurs écrans TFT suivant le modèle..

L'ancrage de piétement, la fixation des suspentes, l'encastrement de l'ossature sur le piétement et la rigidité des profils assurent une stabilité du mur d'images quelles que soient leurs positions.

Structure et ossature aluminium

- La structure du mur d'images et l'ossature centrale sont composés de profils en aluminium extrudé, de traverses et de tôles en aluminium découpées soudés avec platines soudés. La protection finition par un laquage.
- La structure et l'ossature comportent les réservations pour fixation des autres composants et pour le passage du câble d'alimentation et de son fourreau.
- L'ossature a des percements réguliers pour faciliter la ventilation du dos de l'écran et des équipements électriques intérieurs.
- Les percements sont dissimulés par une tôle d'aluminium perforée thermo laquée.

Cadres en aluminium

- Le corps du mur d'image composé par des différents profilés d'aluminium type Signcomp ou similaire
- Assemblage de l'ensemble des profilés est par système de collage chimique type Bonding système de la marque LORD ou équivalent.
- Platine de fixation encastree dans l'épaisseur de la structure, calages et tiges de fixation traversant avec contre platine ou chevilles à expansion.
- Percement de la platine et structure du poteau pour le passage du fourreau électrique.
- Habillage extérieur est en profilé extrudé pré laqué type SIGNCOMP ou similaire.

Panneau arrière (face arrière)

Chaque mur d'image code MA ou MS ou MP comporte en partie arrière des panneaux fixes en tôle Aluminium thermo laquée avec bandes de perforations pour ventilation des TFT.

Caisson lumineux

caissons en profilé d'aluminium extrudé laqué type SIGNCOMP ou similaire éclairé par Envision LED à double lentille de marque GLOBAL LUX ou équivalent garantie 5 ans et convertisseur de la marque Global Lux ou équivalent, compatible à la led garantie 5 ans ainsi assurant la garantie de 5 ans au système d'éclairage complet, avec des graphismes découpés par ordinateur autocollants en vinyle correspondant

Equipement électrique

Deux types de circuits électriques sont à prévoir par l'Entreprise dans les murs d'images code MA, MS et MP:

- Les circuits d'alimentation des écrans en courant 220 V.

- Les circuits informatiques pour le raccordement vidéo des écrans.

Chaque mur d'images comporte un bornier principal d'alimentation à bornes auto-serrantes sur lequel sont raccordés les circuits d'alimentation des écrans.

Chaque circuit d'alimentation d'écrans permet de raccorder deux écrans à partir d'un disjoncteur différentiel 30 mA, avec une prise 2P + T par écran, le tout précablé en atelier et fixé sur le traverse de l'ossature centrale.

Le circuit informatique comporte un câble raccordé à un boîtier de type RJ 45 femelle fixé sur l'ossature du mur d'image. Le parcours de ces câbles dans le sol et dans l'ossature du mur d'images est à mettre en œuvre par l'Entreprise du lot << Signalisation dynamique >>.

Pièces de fixation de l'écran

Sur chaque face est prévu le dispositif d'accrochage des écrans TFT 50'' et 40''. Pour chaque écran, ces supports sont constitués de 2 tubes d'aluminium verticaux fixés sur l'armature intérieur ; avec un système de fixation par boutonnières découpés (platine spécifique à l'écran) ou autre, permettant un réglage verticale, longitudinal, de profondeur, et intégrant un système antiviol, ainsi qu'un dispositif de réglage de ces supports qui permet de garantir la verticalité , l'alignement et l'orientation des écrans ; finition par laquage.

Mise en œuvre

Chaque mur d'image est fixé à la structure existante (sol ou dalle ou mur) par chevilles chimiques ou par fixations traversantes et contre platines suivant l'emplacement et l'épaisseur de l'ouvrage gros œuvre.

L'intervention de l'Entreprises comprend le passage, la fixation et le raccordement sur le bornier du câble d'alimentation laissé en attente dans l'épaisseur de la chape ou en sous face de dalle par le lot électricité ainsi que la coordination avec <<Signalisation dynamique >>

CUBE POINT DE RENCONTRE LUMINEUX

Généralités

L'Entreprise fournit, pose et raccorde les cubes de rencontre.

Les dimensions du cube point de rencontre sont de 450 mm, 450 mm et 450mm.

Composition :

Le cube est composé d'une ossature tubulaire en aluminium, d'un cadre en profilé aluminium extrudé type SignComp ou similaire, d'un panneau porte-affiches et d'un châssis fixe lumineux intérieur.

Les cubes point de rencontre sont suspendus fixés à la structure béton par l'intermédiaire de suspentes en aluminium extrudé.

Le cube point de rencontre à éclairage tangentiel est un système LED assuré par les modules Envision LED à double lentille à angles respectivement 60°/15° d'envergure chacune dont la portée proximale est de 25cm et la portée distale 75 cm spécial éclairage tangentiel de la marque GLOBAL LUX ou équivalent garantie 5 ans et alimenté par un convertisseur garantie 5 ans de la marque Global Lux ou équivalent ainsi assurant la garantie de 5 ans du système complet.

CUBE LUMINEUX

Généralités

L'Entreprise fournit, pose et raccorde les cubes de rencontre.

Les dimensions du cube point de rencontre sont de 450 mm, 450 mm et 450mm.

Composition :

Le cube est composé d'une ossature tubulaire en aluminium, d'un cadre en profilé aluminium extrudé type SignComp ou similaire, d'un panneau porte-affiches et d'un châssis fixe lumineux intérieur.

Les cubes point de rencontre sont suspendus fixés à la structure béton par l'intermédiaire de suspentes en aluminium extrudé.

Le cube point de rencontre à éclairage tangentiel est un système LED assuré par les modules Envision LED à double lentille à angles respectivement 60°/15° d'envergure chacune dont la portée proximale est de 25cm et la portée distale 75 cm spécial éclairage tangentiel de la marque GLOBAL LUX ou équivalent garantie 5 ans et alimenté par un convertisseur garantie 5 ans de la marque Global Lux ou équivalent ainsi assurant la garantie de 5 ans du système complet.

TRIANGLE BLOC SANITAIRE LUMINEUX

Généralités

L'Entreprise fournit, pose et raccorde les triangles des blocs sanitaires

Les dimensions sont de 450 mm, 450 mm et 450 mm.

Composition :

Le triangle est composé d'une ossature tubulaire en aluminium, d'un cadre et d'une embase en profilé aluminium extrudé type SignComp ou similaire, d'un panneau porte-affiches et d'un châssis fixe lumineux intérieur.

Les triangles bloc sanitaire sont suspendus fixés à la structure existante par l'intermédiaire de suspentes en aluminium extrudé.

Le triangle bloc sanitaire à éclairage tangentiel est un système LED assuré par les modules Envision LED à double lentille à angles respectivement 60°/15° d'envergure chacune dont la portée proximale est de 25cm et la portée distale 75 cm spécial éclairage tangentiel de la marque GLOBAL LUX ou équivalent garantie 5 ans et alimenté par un convertisseur garantie 5 ans de la marque Global Lux ou équivalent ainsi assurant la garantie de 5 ans du système complet.

Nb : tous les composants des panneaux et leurs supports sont en profilés aluminium, les tôles façonnées ne seront pas tolérer.

PANNEAUX NON LUMINEUX

L'entreprise fournit et pose tous les panneaux non lumineux définis ci-dessous.

- Panneaux non lumineux en applique code UA.

COMPOSITION

Panneaux de particules de bois surfacé mélaminé, face ton satinée, ton blanc Lys, référence B04, type Panoprey polyrey ou équivalent, classé M1 pour panneaux d'épaisseur égale ou inférieure à 22 mm, avec chants revêtus de stratifié collé blanc lys.

- Panneaux en PVC rigide expansé à peau intégré ton blanc, classé M1 pour panneaux d'épaisseur égale ou inférieure à 13 mm, type Carpa ou équivalent.

CHARGEUR TELEPHONE

Il est conçu entièrement en profilé aluminium et équipé d'un visuel en PMMA spécial led à éclairage tangentiel se référer à la fiche technique jointe.

ARTICLE 30 : DEFINITION DES PRIX

Les prix sont définis conformément aux dispositions de l'article 53 du CCAAGT.

Les prix ci-après comprennent les frais du personnel, des fournitures nécessaires, de Transport ainsi que les frais relatifs à la présence du chef d'équipe aux réunions et visites du chantier programmées par le maître d'ouvrage et la rédaction des rapports.

Les plans d'exécution sont à la charge de l'entreprise et seront mis à la validation de l'architecte et du maître d'ouvrage avant d'entamer toute fabrication.

Les prix comprennent la réalisation des plans d'exécutions et prototypes à faire valider par l'architecte et le maître d'ouvrage.

Le choix de la couleur, du motif et des visuels de différentes signalétiques sera décidé par le Maître D'ouvrage

Fourniture des Caissons lumineux en applique code CA simple face :

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture des caissons lumineux en applique code CA. Il s'agit des caissons en profilé d'aluminium extrudé laqué type SIGNCOMP ou similaire éclairé par Envision LED à double lentille de marque GLOBAL LUX ou équivalent garantie 5 ans et convertisseur de la marque Global Lux ou équivalent, compatible à la led garantie 5 ans ainsi assurant la garantie de 5 ans au système d'éclairage complet.

Ce prix comprend également la fourniture de poutre, d'un cadre fixe et d'un châssis mobile lumineux portant la plaque du visuel, face extérieur mobile reçoit une plaque de poly méthacrylate de méthyle (PMMA) opal diffusant à hauteur de 50% de transmission lumineuse type Opal LED System de la marque ALTUGLAS de 4mm d'épaisseur ou équivalent, des accessoires de fixation et des équipements électriques d'alimentation.

Fixation du visuel en PMMA par bandes aimantées.

Exécuté conformément au manuel normatif de la signalisation, CPS et plans d'exécution approuvés par le Maître d'ouvrage.

Payé à l'unité aux prix suivants :

- **Prix N° 1 : CA dimension : 1650(mm) x 450(mm)**
- **Prix N° 2 : CA dimension : 1050(mm) x 450 (mm)**
- **Prix N°3 : CA dimension : 750(mm) x 350 (mm)**

Fourniture des Caisson lumineux en drapeau code CD double face :

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture des caissons lumineux en drapeau de code CD double face. Il s'agit des caissons en profilé d'aluminium extrudé laqué type SIGNCOMP ou similaire éclairé par Envision LED à double lentille de marque GLOBAL LUX ou équivalent garantie 5 ans et convertisseur de la marque Global Lux ou équivalent, compatible à la led garantie 5 ans ainsi assurant la garantie de 5 ans au système d'éclairage complet.

Ce prix comprend également la fourniture de poutre, d'un cadre fixe et d'un châssis mobile lumineux portant la plaque du visuel, face extérieur mobile reçoit une plaque de poly méthacrylate de méthyle (PMMA) opal diffusant à hauteur de 50% de transmission lumineuse type Opal LED System de la marque ALTUGLAS de 4mm d'épaisseur ou équivalent, des accessoires de fixation et des équipements électriques d'alimentation.

Fixation du visuel en PMMA par bandes aimantées.

Exécuté conformément au manuel normatif de la signalisation, CPS et plans d'exécution approuvés par le Maître d'ouvrage.

Payé à l'unité aux prix suivants :

- **Prix N°4 : CD dimension : 1050 (mm)x 450 (mm)**

Fourniture des Caissons lumineux suspendu code CS double face

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture des caissons lumineux suspendu code CS double face. Il s'agit des caissons en profilé d'aluminium extrudé laqué type SIGNCOMP ou similaire éclairé par Envision LED à double lentille de marque GLOBAL LUX ou équivalent garantie 5 ans et convertisseur de la marque Global Lux ou équivalent, compatible à la led garantie 5 ans ainsi assurant la garantie de 5 ans au système d'éclairage complet.

Ce prix comprend également la fourniture de poutre, d'un cadre fixe et d'un châssis mobile lumineux portant la plaque du visuel, face extérieur mobile reçoit une plaque de poly méthacrylate de méthyle (PMMA) opal diffusant à hauteur de 50% de transmission lumineuse type Opal LED System de la marque ALTUGLAS de 4mm d'épaisseur ou équivalent, des accessoires de fixation et des équipements électriques d'alimentation.

Fixation du visuel en PMMA par bandes aimantées.

Exécuté conformément au manuel normatif de la signalisation, CPS et plans d'exécution approuvés par le Maître d'ouvrage.

Payé à l'unité aux prix suivants :

- **Prix N° 5 : CS dimension : 1950 (mm) x 450(mm)**
- **Prix N° 6 : CS dimension : 1650 (mm) x 450(mm)**
- **Prix N° 7 : CS dimension : 1050 (mm) x 450(mm)**

Caissons lumineux code CP double face

Ce prix rémunère la fourniture des caissons lumineux posés sur pied de code CP double face. Il s'agit des caissons en profilé d'aluminium extrudé laqué type SIGNCOMP ou similaire éclairé par Envision LED à double lentille de marque GLOBAL LUX ou équivalent garantie 5 ans et convertisseur de la marque Global Lux ou équivalent, compatible à la led garantie 5 ans ainsi assurant la garantie de 5 ans au système d'éclairage complet.

Ce prix comprend également la fourniture de poutre, d'un cadre fixe et d'un châssis mobile lumineux portant la plaque du visuel, face extérieur mobile reçoit une plaque de poly méthacrylate de méthyle (PMMA) opal diffusant à hauteur de 50% de transmission lumineuse type Opal LED System de la marque ALTUGLAS ou équivalent de 4mm d'épaisseur, des accessoires de fixation et des équipements électriques d'alimentation.

Fixation du visuel en PMMA par bandes aimantées.

Exécuté conformément au manuel normatif de la signalisation, CPS et plans d'exécution approuvés par le Maître d'ouvrage.

Payé à l'unité aux prix suivants :

- **Prix n°8 : CP dimension : 2 x (1950 (mm) x 450 (mm))**
- **Prix n°9 : CP dimension : 1050 (mm) x 450 (mm)**

Prix N° 10 : Cubes Lumineux point de rencontre 450 (mm) x 450 (mm) x 450 (mm)

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture des colonnes point de rencontre tri faces non lumineux composés d'une structure intérieure en aluminium et d'un habillage en profilé d'aluminium extrudé laqué type SIGNCOMP ou similaire et un capot supérieur et panneaux en aluminium et lettrage en autocollants en vinyle découpe assistée par ordinateur.

Ce prix comprend aussi des faces acryliques opale comprend le visuel en vinyle et une base de fixation au sol.

Payé à l'unité au prix n°10

Prix N°11 : Triangles Lumineux pour blocs sanitaires

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et la mise en place des triangles lumineux composés d'une ossature tubulaire en aluminium, d'un cadre embase en profilé aluminium extrudé type SignComp ou similaire, d'un panneau porte-affiches et d'un châssis fixe lumineux intérieur, et éclairé par Envision LED à double lentille de marque GLOBAL LUX ou équivalent garantie 5 ans et convertisseur de la marque Global Lux ou équivalent, compatible à la LED garantie 5 ans ainsi assurant la garantie de 5 ans au système d'éclairage complet. Exécuté conformément au manuel normatif de la signalisation, CPS et plans d'exécution approuvés par le maître d'ouvrage.

Payé à l'unité au prix n°11.

Prix N°12 : Stèle directionnelle lumineuse code ST

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture des pieds avec couverture mobile et support en aluminium extrudé avec fixation sur le sol de dimension 750(mm)x 2200(mm)x120(mm)

Ce prix comprend aussi la fourniture caissons en profilé d'aluminium extrudé laqué type SIGNCOMP ou similaire de part et d'autre éclairé par Envision LED à double lentille de marque GLOBAL LUX ou équivalent garantie 5 ans ou similaire et convertisseur de la marque Global Lux ou équivalent, compatible à la LED garantie 5 ans ainsi assurant la garantie de 5 ans au système d'éclairage complet, avec graphique en découpe assisté par ordinateur autocollants en vinyle et des supports en aluminium extrudé avec fixation de soutien caché de dimension 750x1750, avec système de ventilation Exécuté conformément au manuel normatif de la signalisation, CPS et plans d'exécution approuvés par le maître d'ouvrage.

Payé à l'unité au prix n°12

Prix n°13 : Mur d'écrans en applique un seul écran code MA (1)

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture des murs d'écrans en applique comportant un seul écran code MA (1) y compris support en profilé d'aluminium extrudé laqué type SIGNCOMP ou similaire et réservation pour l'intégration de 1 TFT.

Ce prix doit être exécuté conformément au manuel normatif de la signalisation, CPS et plans d'exécution approuvés par le maître d'ouvrage.

Payé à l'unité au prix n°13.

Prix n°14 : Mur d'écrans en applique deux écrans code MA (2)

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture des murs d'images en applique comportant deux écrans code MA (2) y compris support en profilé d'aluminium extrudé laqué type SIGNCOMP ou similaire et réservation pour l'intégration de 2 TFT.

Ce prix doit être exécuté conformément au manuel normatif de la signalisation, CPS et plans d'exécution approuvés par le maître d'ouvrage.

Payé à l'unité au prix n°14.

Prix n°15 : Mur d'écrans en applique quatre écrans code MA (4)

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture des murs d'écrans en applique comportant quatre écrans code MA (4) y compris colonne en profilé d'aluminium extrudé laqué type SIGNCOMP ou similaire et réservation pour l'intégration de 4 TFT.

Ce prix doit être exécuté conformément au manuel normatif de la signalisation, CPS et plans d'exécution approuvés par le maître d'ouvrage.

Payé à l'unité au prix n°15.

Prix n°16 : Mur d'image en applique quatre écrans code MIA (4)

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture des murs d'image en applique comportant quatre écrans code MA (4) y compris colonne en profilé d'aluminium extrudé laqué type SIGNCOMP ou similaire et réservation pour l'intégration de 4 TFT.

Ce prix doit être exécuté conformément au manuel normatif de la signalisation, CPS et plans d'exécution approuvés par le maître d'ouvrage.

Payé à l'unité au prix n16

Prix n°17 : Mur d'écrans suspendu un écran code MS (1)

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture des murs d'écrans suspendu comportant un écran code MS (1) y compris deux colonnes en profilé d'aluminium extrudé laqué type SIGNCOMP ou similaire et réservation pour l'intégration de 1 TFT.

Ce prix doit être exécuté conformément au manuel normatif de la signalisation, CPS et plans d'exécution approuvés par le maître d'ouvrage.

Payé à l'unité au prix n°17.

Prix n°18 : Mur d'écrans suspendu deux écrans code MS (2)

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture des murs d'écrans suspendu comportant deux écrans code MS (2) y compris deux colonnes en profilé d'aluminium extrudé laqué type SIGNCOMP ou similaire et réservation pour l'intégration de 2 TFT.

Ce prix doit être exécuté conformément au manuel normatif de la signalisation, CPS et plans d'exécution approuvés par le maître d'ouvrage.

Payé à l'unité au prix n°18

Prix n°19 : Mur d'écrans suspendu double faces quatre écrans code MS (2x2)

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture des murs d'écrans suspendu double faces, chaque face comporte deux écrans, code MS (2x2) y compris deux colonnes en profilé d'aluminium extrudé laqué type SIGNCOMP ou similaire et réservation pour l'intégration de 4 TFT. Ce prix doit être exécuté conformément au manuel normatif de la signalisation, CPS et plans d'exécution approuvés par le maître d'ouvrage.

Payé à l'unité au prix n°19.

Prix n°20 : Mur d'écrans sur pieds double faces quatre écrans code MP (2x2)

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture des murs d'écrans sur pieds double faces posés au sol. MP (2x2) ,chaque face comporte deux écrans, y compris deux colonnes en profilé d'aluminium extrudé laqué type SIGNCOMP ou similaire et réservation pour l'intégration de 2 TFT sur chaque face.

Ce prix doit être exécuté conformément au manuel normatif de la signalisation, CPS et plans d'exécution approuvés par le maître d'ouvrage.

Payé à l'unité au prix n°20.

Prix n°21 : Fourniture Colonnes extérieures quatre faces à usage multiples : dimension 2000(mm)x700(mm)x700(mm)

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture d'une colonne extérieure quatre faces à usage multiples de dimension 2000(mm) x 700(mm) x 700(mm). Le visuel sera réalisé selon les instructions du maître d'ouvrage.

Ce prix doit être exécuté conformément au manuel normatif de la signalisation, CPS et plans d'exécution approuvés par le maître d'ouvrage.

Payé à l'unité au prix n°21

Prix n° 22 : Chargeur téléphone

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture d'une colonne à usage chargeur téléphone lumineux à éclairage tangentiel composés d'une structure intérieure en aluminium et d'un habillage en profilé d'aluminium extrudé laqué type SIGNCOMP ou similaire et un capot supérieur. Ce prix comprend aussi des faces acryliques opale comprend le visuel en vinyle et une base de fixation au sol.

Payé à l'unité au prix n°22

Prix n° 23 : UA au mètre carré

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture des panneaux non lumineux en applique code UA : panneaux de particules de bois surfacé mélaminé, face fini ton satiné, ton blanc lys, référence B04, type Panoprey Polyrey ou équivalent, classé M1 pour panneaux d'épaisseur égale ou inférieure à 22 mm, avec chants revêtus de stratifié collé blanc lys ou des panneaux en PVC rigides expansé à peau intégré, ton blanc, classé M1 pour panneaux d'épaisseur égale ou inférieure à 13 mm.

Payé au mètre carré n° 23

Prix n° 24 : Adhésifs de sol au mètre carré

Ce prix rémunère au mètre carré la fourniture d'adhésif de sol haute résistance de dimension variable en fonction du contenu.

Payé au mètre carré au prix n°24.

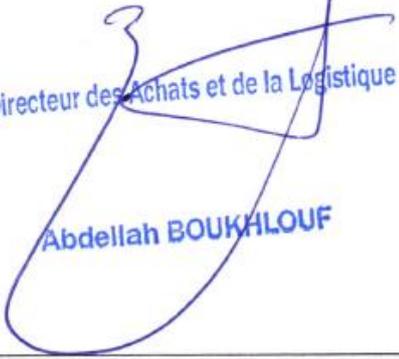
Prix n° 25 : Adhésif normal

Ce prix rémunère au mètre carré la fourniture d'adhésif normal haute résistance de dimension variable en fonction du contenu.

Payé au mètre carré au prix n°25.

Appel d'offres ouvert N° 144/19/AOO

Fourniture et pose de la signalisation fixe du projet de la zone centrale et module domestique de l'aéroport Mohammed V

Direction concernée	Direction des Achats et de la Logistique
<p>  Chef de Service Infrastructures et Réseaux Divers ONDAI Omar GUISSI  </p>	<p>  Le Directeur des Achats et de la Logistique Abdellah BOUKHLOUF </p>
Direction Générale	
<p>   Le Directeur Général Zouhair Mohammed EL AOUFIR  </p>	
Concurrent	
<p>CPS lu et accepté sans réserve</p>	